

OTC

Inquiétude à Erevan quant à un éventuel engagement de l'OTSC en Ukraine

La Russie préfère employer la formule elliptique d'« opération militaire spéciale » plutôt que le mot guerre pour qualifier l'offensive majeure qu'elle a lancée contre l'Ukraine le 24 février. Peut-être le président russe Vladimir Poutine avait-il le secret espoir que le « petit frère » ukrainien rentrerait dans le rang, au terme d'une opération militaire vite bouclée, comme ce fut le cas au Kazakhstan, pays allié et partenaire quant à lui de la Russie, où Moscou avait dépêché début janvier quelque 2000 soldats de l'Organisation du traité de sécurité collective (OTSC), une alliance militaire qu'elle dirige, pour aider le régime en place à mater une révolte qui menaçait de le renverser. Mais la résistance ukrainienne est plus importante que prévu, et alors que l'« opération militaire spéciale » prend le tour d'une véritable guerre, les alliés de la Russie au sein de l'OTSC, qui se veut le pendant russe de l'Otan, se demandent non sans inquiétude s'ils ne vont pas être mis à contribution dans une aventure militaire bien plus périlleuse que ne le fut l'opération de basse police menée au Kazakhstan. C'est le cas de l'Arménie notamment, qui avait pris part, avec une centaine de soldats, à l'opération de l'OTSC au Kazakhstan, et qui, tout en affichant sa proximité indéfectible avec la Russie qu'elle a été parmi les rares pays à ne pas condamner sur la scène internationale depuis le lancement de son offensive en Ukraine, exprime sa volonté de se tenir à l'écart de ce nouveau conflit. Des députés arméniens proche du pouvoir en place à Erevan se montraient néanmoins confiants, lundi 7 mars, estimant qu'il était peu probable que des troupes de l'OTSC soient dépêchées en

Ukraine pour renforcer les forces russes déployées sur les différents fronts. “Il est important de souligner que les mécanismes de l’OTSC sont activés quand un Etat membre de l’OTSC est attaqué”, a indiqué Vahagn Aleksanian du Parti Contrat civil au pouvoir, en ajoutant : “Je ne pense pas que les hostilités [en Ukraine] soient susceptibles de se déplacer sur le territoire de la Fédération, au moins à ce stade”. Les Arméniens parlent en connaissance de cause : ils ont demandé en vain l’aide de leurs alliés de l’OTSC lorsqu’ils étaient attaqués par des pays tiers, l’Azerbaïdjan, mais aussi son principal allié, la Turquie, pourtant membre de l’Otan. Pour justifier son inaction, pendant la guerre du Karabagh de l’automne 2020, l’OTSC avait fait valoir que la guerre affectait un territoire de jure sur le territoire de l’Azerbaïdjan, mais elle ne s’était pas montrée plus solidaire en 2021 quand l’Arménie, directement attaquée sur son territoire cette fois, par les forces de l’Azerbaïdjan, l’avait sollicitée officiellement. Edouard Aghajanian, un autre représentant du Contrat civil dirigeant le comité en charge des affaires étrangères du Parlement arménien, a préféré pour sa part éviter les spéculations sur une possible implication de l’OTSC dans la guerre en Ukraine, qu’il a qualifiée d’ “hypothétique, relevant d’un agenda non-existant”. Moscou à ce jour n’a donné aucune indication quant à une possible opération de l’OTSC en Ukraine, où la Russie a mis en scène en revanche la participation dans les rangs de l’armée russe de commandos venus de Tchétchénie et d’autres provinces du Nord Caucase, qui sont des sujets de la Fédération russe. Sur les six Etats membres de l’alliance militaire russe (Russie, Biélorussie, Arménie, Kazakhstan, Kirghizstan, Tadjikistan), un seul, la Biélorussie, est engagée dans la guerre aux côtés de la Russie, ne serait-ce que pour avoir laissé les troupes russes pénétrer en Ukraine, avec laquelle elle partage une longue frontière, devenue le principal axe de pénétration de l’armée russe dans sa progression vers Kiev, à quelque 200 km au sud seulement. Les autres Etats membres de l’OTSC ont évité d’exprimer publiquement leur soutien à l’invasion russe. Mais ils se sont tous abstenus la semaine dernière lors du vote à l’Assemblée générale de l’Onu, d’une résolution demandant le retrait immédiat des troupes russes d’Ukraine.

2.Le Courrier d’Erevan

8 mars 2022

[Des tirs à la frontière arméno-azerbaïdjannaise \(courrier.am\)](https://www.courrier.am)

Des tirs à la frontière arméno-azerbaïdjannaise

Le 7 mars à 12 h 40, à la suite d'un tir ciblé de l'Azerbaïdjan vers la frontière arménienne, le sergent Hrach Manasarian a été tué et un autre soldat a été blessé. Les tirs continuent.

3.Nouvelles d'Arménie Magazine

8 mars 2022

[Un soldat arménien tué à la frontière azerbaïdjanaise - Nouvelles d'Arménie en Ligne \(armenews.com\)](https://www.armenews.com/fr/actualites/2022/03/08/un-soldat-armenien-tue-a-la-frontiere-azerbaïdjanaise)

Un soldat arménien tué à la frontière azerbaïdjanaise

Un soldat arménien a été tué et un autre blessé lundi dans une violation du cessez-le-feu signalée à la frontière de l'Arménie avec l'Azerbaïdjan.

Le ministère arménien de la Défense a déclaré que le sergent Hrach Manasarian est décédé sur le chemin de l'hôpital après que son unité militaire déployée à l'extérieur du village de Yeraskh, à la frontière de l'exclave azerbaïdjanaise de Nakhitchevan, a essuyé des tirs azerbaïdjans.

Le ministère azerbaïdjanais de la Défense n'a pas immédiatement fait état de combats dans cette zone située à environ 70 kilomètres au sud d'Erevan, qui a été le théâtre de combats meurtriers l'été dernier.

Plus tôt dans la journée, il a accusé les forces arméniennes d'avoir ouvert le feu pendant le week-end sur ses troupes azerbaïdjanaïses stationnées à l'est et à l'ouest du Haut-Karabakh. Le ministre de la Défense Zakir Hasanov aurait ordonné à l'armée azerbaïdjanaïse de répondre vigoureusement aux « provocations » arméniennes.

Le ministère de la défense d'Erevan a rapidement rejeté cette « désinformation ». Il a notamment démenti les affirmations de Bakou selon lesquelles des soldats

arméniens déployés à l'extérieur d'un village frontalier de la province de Gegharkunik ont pris pour cible, dimanche, des positions de l'armée azerbaïdjanaise situées à proximité, dans le district de Kelbajar, à l'ouest du Karabakh.

Le maire du village a également nié tout combat dans la zone. « Nous n'avons entendu aucun coup de feu hier », a-t-il déclaré.

Il n'y a pas eu d'incident majeur à la frontière arméno-azerbaïdjanaise depuis près de deux mois. La Russie et les puissances occidentales font pression sur Erevan et Bakou pour qu'ils désamorcent les tensions le long de cette longue frontière.

Des violations du cessez-le-feu ont également été signalées ces derniers jours à partir de « la ligne de contact » le long de l'est du Karabakh. Chaque partie a accusé l'autre d'avoir déclenché ces escarmouches qui n'ont apparemment fait aucune victime.

Les forces russes de maintien de la paix seraient intervenues ce week-end pour mettre fin à des échanges de tirs automatiques à l'extérieur des villages de Khramort et de Norshen, dans le Karabakh.

Le maire de Khramort, Zorik Abrahamian, a déclaré que des officiers russes avaient négocié dimanche avec les commandants des postes militaires azerbaïdjanaï voisins. « Les choses sont calmes depuis lors », a-t-il déclaré lundi au service arménien de RFE/RL.

4.Nouvelles d'Arménie Magazine

8 mars 2022

[Le chef de la diplomatie arménienne va participer à la conférence \(...\) - Nouvelles d'Arménie en Ligne \(armenews.com\)](#)

Le chef de la diplomatie arménienne va participer à la

conférence internationale d'Ankara

Après deux tours de pourparlers à Moscou et à Vienne depuis le début de l'année en vue de normaliser les relations turco-arméniennes, l'Arménie, tout en saluant l'avancée d'un processus encouragé tant par les Russes que par les Occidentaux, avait marqué une certaine hésitation pour le poursuivre sur le territoire de la Turquie, comme l'y invitait le chef de la diplomatie turque, dans le cadre du Forum international de la diplomatie, qui doit se tenir du 11 au 13 mars dans la ville d'Antalya, sur le littoral méditerranéen de la Turquie. Dans un climat de guerre froide provoqué par l'invasion de l'Ukraine par la Russie, l'Arménie s'est décidée à répondre favorablement à l'invitation de la Turquie, au risque de la conforter dans son rôle d'apôtre de la paix, alors qu'elle déclenchait il y a moins de deux ans une guerre dévastatrice aux côtés de son allié azéri contre les Arméniens du Karabagh, infligeant à l'Arménie une défaite cinglante dont elle n'a pas fini de payer le prix. Car le président turc Erdogan, fort des liens qu'il a pu créés avec le président russe Poutine, entend surtout mettre à profit ce forum organisé par le gouvernement turc pour proposer sa médiation à la Russie et à l'Ukraine, avec laquelle il entretient d'assez bonnes relations pour l'aider à défendre son intégrité territoriale, qu'il a réaffirmée avec insistance, en lui livrant ses drones, qui ont fait des ravages dans les rangs arméniens au Karabagh durant la guerre de l'automne 2020. Avant de se rapprocher de la Russie, la Turquie avait aussi dénoncé avec véhémence l'annexion russe de la Crimée en mars 2014, au nom notamment de la défense des Tatars de Crimée, témoins du passé ottoman de la presqu'île. Elle entretenait aussi des liens étroits avec le GUAM, acronyme d'une organisation créée en 1997 par la Géorgie, l'Ukraine, l'Azerbaïdjan et la Moldavie (l'Ouzbékistan turcophone en fit partie jusqu'en 2005) visant à faire contre-poids à la Russie dans l'espace ex-soviétique. Le sursaut d'unité au sein de l'Otan provoqué par la guerre en Ukraine risque de mettre la Turquie, qui en est un membre majeur, en porte à faux avec la Russie, en remettant en cause certains processus régionaux en cours, notamment au Sud Caucase, pour ce qui concerne le difficile dialogue arméno-turc. Pendant les trois jours de discussions entre experts de différents pays sur les questions de sécurité internationale que va réunir le Forum d'Antalya, la Turquie va s'employer à préserver dans la mesure du possible le lien avec la Russie, en se posant en

faiseur de paix après avoir provoqué des guerres du Moyen-Orient au Caucase en passant par l'Afrique du Nord. Le ministre turc des affaires étrangères Mevlut Cavusoglu avait annoncé en janvier que son homologue arménien Ararat Mirzoyan figurait parmi les personnalités étrangères invitées au forum. Il avait révélé l'invitation quelques jours après que les envoyés spéciaux désignés par l'Arménie et la Turquie pour mener le processus de normalisation eurent tenu leur premier tour de pourparlers. Ils avaient désigné ces discussions à Moscou comme "positives et constructives". Les envoyés se sont rencontrés une nouvelle fois à Vienne le 24 février. Mirzoyan s'était montré satisfait de la tournure des discussions lorsqu'il en avait rendu compte devant le Parlement arménien la semaine dernière. "Nous informons que le ministre des affaires étrangères Ararat Mirzoyan d'Arménie participera au Forum de la diplomatie à Antalya ", fera savoir dans un communiqué laconique diffusé lundi 7 mars Vahan Hunanian, le porte-parole du ministère arménien des affaires étrangères. Mais Hunanian ne précisait pas si Mirzoyan allait rencontrer Cavusoglu en marge du forum. On obtenait dans le même temps la confirmation de la présence aussi à Antalya du ministre russe des affaires étrangères Serguei Lavrov. Traitée en paria sur la scène internationale depuis l'offensive contre l'Ukraine, la Russie ne pouvait se priver d'utiliser un canal diplomatique, et la Turquie, qui a toujours su joué des tensions entre la Russie et l'Occident, ne le sait que trop. Lavrov, qui comme son homologue américain Antony Blinken, encourage le dialogue arméno-turc, s'est entretenu vendredi au téléphone avec Mirzoyan. Le ministère russe des affaires étrangères a indiqué qu'ils avaient discuté de la "coordination des positions de la Russie et de l'Arménie sur la scène internationale".

5.Nouvelles d'Arménie Magazine

8 mars 2022

[L'Arménie annonce l'évacuation de son ambassade à Kiev - Nouvelles d'Arménie en Ligne \(armenews.com\)](https://www.armenews.com)

L'Arménie annonce l'évacuation de son ambassade à Kiev

L'Arménie aura attendu la dernière minute... peut-être ! Ce pays allié de Moscou qui n'avait donné aucune consigne d'évacuation particulière à son personnel diplomatique comme à ses nombreux ressortissants en Ukraine, a annoncé vendredi 4 mars, au 8^e jour d'une guerre qui est amenée à se durcir, l'évacuation de son ambassade à Kiev, signe peut-être que l'attaque russe est imminente sur la capitale ukrainienne, dont la plupart des ambassades occidentales avaient évacué depuis plusieurs jours déjà leurs ambassades à Lvov, dans l'Ouest. Le ministère arménien des affaires étrangères a fait savoir que le personnel de l'ambassade était relocalisé dans les villes de Lvov et Ujgorod à l'Ouest, pour des raisons de sécurité, et qu'ils y poursuivraient leur mission au service de la diplomatie et des citoyens arméniens. Il a rappelé que l' « ambassade de la République d'Arménie en Ukraine était l'une des rares ambassades qui avaient continué à fonctionner avec tout son personnel et servi ses compatriotes durant toute cette période, et elle continuera à le faire dans ses nouveaux quartiers », comme 'l'a souligné son porte-parole Vahan Hunanian, sur sa page Facebook. Hunanian n'a pourtant fait aucun commentaire sur le consulat arménien d'Odessa, le principal port ukrainien sur la Mer Noire qui se prépare en vue d'une attaque de l'armée russe qui l'a jusqu'à présent épargné. Il a une fois encore fourni des numéros d'urgence pour les ressortissants arméniens qui souhaiteraient quitter l'Ukraine ou l'auraient déjà quittée, et auraient besoin d'assistance. On estime le nombre d'Arméniens vivant en Ukraine avant la guerre de 100 000 to 400 000. Nombre d'entre eux seraient détenteurs de passeports arméniens. L'Union européenne les a autorisés à entrer dans les pays de l'UE depuis l'Ukraine sans visa Schengen. De nombreux Arméniens se sont plaints aux journalistes de RFE/RL mercredi de ce qu'ils avaient dû fuir Kiev par leurs propres moyens sans obtenir aucune aide de l'ambassade arménienne, sinon des recommandations. Ils ont déploré l'absence d'infrastructures en vue d'évacuations. Un responsable de l'ambassade arménienne affirmait encore dernièrement que les routes étaient assez sûres pour que les ressortissants arméniens puissent fuir les zones de combats. Mais ces propos ne sont plus d'actualité alors que les combats se durcissent. Et si les corridors ouverts par la Russie le 7 mars aux civils, conduisant tous en Biélorussie ou en Russie, pouvaient tenter certains Arméniens d'Ukraine qui pourraient se

sentir plus en sécurité dans ces pays « alliés », il leur sera très difficile de les emprunter : les autorités ukrainiennes comme les Occidentaux, ont dénoncé la proposition russe comme étant pour le moins cynique, et il est peu probable que les combattants nationalistes ukrainiens laissent les civils utiliser ces corridors, quelle que soit leur origine...

6.Nouvelles d'Arménie Magazine

8 mars 2022

[Arménie, Azerbaïdjan et Turquie : Pris entre la Russie et l'Occident, par \(...\) - Nouvelles d'Arménie en Ligne \(armenews.com\)](#)

Arménie, Azerbaïdjan et Turquie : Pris entre la Russie et l'Occident, par Harut Sassounian

Alors que la guerre en Ukraine continue de causer davantage de dévastations et de pertes de vies humaines, les pays du monde entier, notamment l'Arménie, l'Azerbaïdjan et la Turquie, ont dû faire des choix difficiles dans leurs politiques, leurs déclarations publiques et leurs votes au sein des organisations internationales. Malgré les inquiétudes suscitées par les positions incohérentes de la Turquie, il est clair que ni la Russie ni l'Occident ne sont disposés à pousser la Turquie dans le camp adverse. Le conseiller principal du président Erdogan, Ibrahim Kalin, a déclaré pompeusement à CNN que les pays occidentaux ont exhorté la Turquie à maintenir ses liens avec la Russie, ce qui est hautement improbable. Erdogan aurait déclaré : « nous ne pouvons ni abandonner l'Ukraine ni la Russie ». Cela est décrit comme une « ambiguïté stratégique ».

Voici mon analyse des répercussions de cette guerre sur l'Arménie, l'Azerbaïdjan et la Turquie. Seront-ils capables de maintenir leurs positions ambiguës ou vont-ils trébucher et perdre leur équilibre délicat ?

Commençons par les votes que ces trois pays ont émis sur le conflit. Le premier vote a eu lieu le 25 février au Conseil européen dont l'Arménie, l'Azerbaïdjan et la Turquie sont membres. Sur les 47 membres, seules la Russie et l'Arménie ont voté contre la motion visant à suspendre l'adhésion de la Russie à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe et au Comité des ministres. Quarante-deux pays ont voté en faveur de la motion. L'Azerbaïdjan n'a pas voté. La Turquie s'est abstenue.

Le vote suivant a eu lieu le 28 février au Conseil des droits de l'homme de l'ONU sur l'opportunité d'inscrire la situation en Ukraine à l'ordre du jour du Conseil. Sur les 47 membres du Conseil, 29 ont voté en faveur et 13 se sont abstenus (dont l'Arménie). La Russie n'a probablement pas apprécié le vote de l'Arménie. En revanche, le chargé d'affaires de l'Ukraine en Arménie, Denis Avtonomov, a exprimé la satisfaction de son gouvernement quant au vote de l'Arménie. Plus important encore, le 4 mars, le Conseil des droits de l'homme a voté la création d'une commission chargée d'enquêter sur les violations commises par la Russie en Ukraine. Trente-deux pays ont voté pour et 13 se sont abstenus (dont l'Arménie). L'Azerbaïdjan et la Turquie ne sont pas membres du Conseil des Nations unies.

L'Assemblée générale des Nations unies a adopté le 2 mars une résolution appelant les forces russes à se retirer d'Ukraine. 141 États membres ont voté en faveur de la résolution et 35 se sont abstenus (dont l'Arménie). La Turquie a voté en faveur de la résolution. L'Azerbaïdjan n'a pas voté.

Au-delà des votes, le Premier ministre arménien Nikol Pashinyan a la difficile tâche d'équilibrer l'alliance militaire, politique et militaire de son pays avec la Russie tout en essayant de maintenir des relations positives avec l'Occident. Le 2 mars, M. Pashinyan a fait ses premières remarques prudentes concernant le conflit : « Nous sommes profondément attristés par le déroulement des événements qui, de toute évidence, auront des répercussions mondiales. Nous espérons que les pourparlers russo-ukrainiens prévus auront lieu et deviendront fructueux, et que la diplomatie pourra faire taire les canons. »

L'Azerbaïdjan a également un pied dans les deux camps. Le 26 février, le président ukrainien Volodymyr Zelensky a tweeté à deux reprises pour féliciter l'Azerbaïdjan d'avoir fourni 5 millions de dollars de médicaments et ordonné aux stations-service azerbaïdjanaises en Ukraine de fournir gratuitement du

carburant aux véhicules d'urgence, quelques jours seulement après que l'Azerbaïdjan et la Russie eurent signé un traité d'alliance. Cependant, l'Azerbaïdjan n'a pas imposé de sanctions à la Russie, tout comme la Turquie et l'Arménie. Étant donné que l'Ukraine avait soutenu l'Azerbaïdjan politiquement et militairement avant la guerre de 2020 contre l'Artsakh et le fait que 2 000 casques bleus russes assurent la sécurité des Arméniens de l'Artsakh, le gouvernement de l'Artsakh a annoncé sa reconnaissance de l'« indépendance » des régions de Donetsk et de Lougansk contrôlées par la Russie en Ukraine.

La Turquie est le seul membre de l'OTAN à avoir refusé d'imposer des sanctions à la Russie et à avoir gardé son espace aérien ouvert aux avions russes, afin de ne pas perdre les investissements russes, les importations de gaz et les importants revenus des touristes. De manière surprenante, Erdogan a approuvé le 1^{er} mars un accord de promotion des investissements avec le Belarus, qui est sanctionné par l'Occident pour s'être joint à l'invasion de l'Ukraine par la Russie. D'autre part, la Turquie a bloqué le passage de certains navires de guerre russes par les détroits turcs vers la mer Noire, comme le stipule la convention de Montreux de 1936. Le secrétaire d'État américain Antony Blinken a exprimé son appréciation de la décision turque. Néanmoins, les relations entre la Turquie et les États-Unis restent glaciales.

Après que cinq de sa douzaine de drones turcs ont été abattus par la Russie, l'Ukraine prévoit d'acheter d'autres drones à la Turquie, qui ont ciblé des convois armés russes. D'autre part, la Turquie a acheté des missiles anti-aériens russes S-400, ce qui a amené les États-Unis à sanctionner la Turquie, membre de l'OTAN, et à bloquer son acquisition des bombardiers furtifs américains F-35.

Le 1^{er} mars, le New York Times a publié un article de Carlotta Gall intitulé « L'invasion de l'Ukraine augmente les frictions entre Erdogan et Poutine ». Elle rapporte que quelques heures avant le début de la guerre, deux avions turcs ont atterri en Ukraine pour évacuer le personnel diplomatique et d'autres citoyens turcs de Kiev. Cependant, les avions et les personnes évacuées sont restés bloqués, ce qui a valu au président Erdogan d'être critiqué dans son pays pour avoir mal interprété le danger imminent et ne pas avoir agi plus rapidement. Erdogan avait invité les présidents Poutine et Zelensky en Turquie pour servir de médiateurs dans ce conflit. Poutine a poliment décliné l'invitation. Erdogan a fermé plusieurs médias occidentaux, réduisant au silence leurs critiques à l'égard

de la Russie.

Malgré la position de la Turquie dans le conflit, « trois usines et quatre entrepôts turcs en Ukraine ont été détruits par la Russie pendant la guerre. Ces usines fabriquaient des munitions et des petites bombes », rapporte le journal arabe Rai Al-Youm, basé à Londres. En outre, « une grande usine spécialisée dans la construction des structures des drones Bayraktar a été détruite. » Les usines ukrainiennes fournissent des moteurs et d'autres pièces critiques pour les drones turcs. Le journal a cité un conseiller principal d'Erdogan dont l'identité n'a pas été révélée, déclarant que les pertes turques en Ukraine se chiffrent en centaines de millions de dollars et pourraient éventuellement atteindre des milliards de dollars.

Pendant ce temps, le gendre d'Erdogan, le fabricant de drones Selcuk Bayraktar, a tweeté : « Je condamne dans les termes les plus forts l'invasion illégale menée par la Russie au mépris de la souveraineté d'une nation indépendante. » Il a dit soutenir « l'Ukraine et la Crimée, la patrie de nos frères turcs qui résistent à l'occupation. » Dans un second tweet, Bayraktar a regretté « la destruction et la souffrance causées par la guerre. » Les citoyens turcs ont souligné l'hypocrisie d'un « marchand de mort » dont les drones ont causé tant de destruction dans le monde. Il place manifestement ses intérêts commerciaux avant les vies humaines.

La guerre Russie-Ukraine a perturbé les normes de l'ordre international, obligeant de nombreux pays, dont l'Arménie, l'Azerbaïdjan et la Turquie, à équilibrer délicatement leurs intérêts des deux côtés.

7.Nouvelles d'Arménie Magazine

8 mars 2022

Message de félicitations du Premier ministre Nikol Pashinyan

Chères femmes,

Je vous adresse mes plus chaleureuses félicitations à l'occasion de la Journée internationale des femmes, le 8 mars. C'est ce jour-là que nous nous remplissons d'une chaleur particulière et nous devenons également plus attentifs et attentionnés envers les femmes qui nous entourent.

Grâce à votre engagement, votre sagesse et votre patience, vous gardez et conservez la durabilité de nos familles pendant des siècles, en élevant d'abord des enfants patriotes. Votre dévouement à la famille et à la Patrie contribue à la protection et à la consolidation des traditions nationales.

Par ailleurs, en ce jour la portée de la Fête du 8 mars, lié à la protection des droits des femmes revêt une importance particulière.

Je tiens à souligner que garantir l'égalité des droits entre les femmes et les hommes dans toutes les sphères de la vie publique est l'une des priorités du Gouvernement de la République d'Arménie.

Nous travaillons constamment à accroître le rôle des femmes dans la vie publique, à protéger leurs droits en matière de travail, à protéger les victimes de violence, et à garantir la participation des femmes dans les institutions publiques, dans les organes d'autonomie locale et dans les processus politiques. Ce n'est pas un hasard si de nombreuses femmes travaillent avec succès aux postes les plus élevés du système de gouvernance de l'État, notamment dans les organes chargés de faire respecter la loi, en protégeant la vie publique, j'espère que leur nombre augmentera de plus en plus.

Chères femmes,

Notre Gouvernement travaillera sur les questions que vous avez soulevées et contribuera constamment à la pleine réalisation de votre potentiel.

Je vous félicite une fois de plus pour cette merveilleuse Fête, je vous souhaite chaleur familiale, prospérité, bonheur, optimisme, réussite professionnelle et nouvelles initiatives.

8 mars 2022

[L'Arménie appelle à une évaluation correcte des actions provocatrices de \(...\) - Nouvelles d'Arménie en Ligne \(armenews.com\)](#)

L'Arménie appelle à une évaluation correcte des actions provocatrices de l'Azerbaïdjan

L'Arménie appelle la communauté internationale à évaluer correctement les actions et déclarations provocatrices de l'Azerbaïdjan.

Cette déclaration intervient après que le sergent Hrach Manasaryan, un militaire des forces armées de la République d'Arménie, a été tué et qu'un autre a été blessé à la suite d'une violation flagrante du cessez-le-feu par les forces armées azerbaïdjanaises dans la partie occidentale de la frontière arménienne.

« Bien que le ministère de la Défense de l'Azerbaïdjan ait nié qu'un militaire des forces armées de la RA ait été tué à la suite d'actions de leurs unités, la déclaration officielle sur la réunion du 7 mars au ministère de la Défense de l'Azerbaïdjan s'inscrit dans la logique de l'agression croissante des unités azerbaïdjanaises », a déclaré le MAE.

« Condamnant le meurtre d'un militaire des forces armées de la RA, nous estimons nécessaire de souligner que de tels incidents et les violations régulières du cessez-le-feu justifient davantage la nécessité d'un retrait miroir des troupes de la frontière entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan et le déploiement d'une mission d'observation dans la zone frontalière », poursuit le communiqué.

« Nous considérons également qu'il est nécessaire que les actions et les déclarations provocatrices de l'Azerbaïdjan soient correctement évaluées par la communauté internationale », a déclaré le ministère.

9.Nouvelles d'Arménie Magazine

6 mars 2022

Des entreprises iraniennes vont participer à la construction des routes de transit en Arménie

Le ministre iranien de l'Industrie, des Mines et du Commerce, Reza Fatemi Amin, a qualifié sa visite en Arménie de constructive, affirmant que Téhéran et Erevan se sont mis d'accord sur le lancement de coentreprises, a indiqué l'ambassade d'Iran en Arménie dans un communiqué.

« Nous avons conclu de nouveaux accords avec des responsables arméniens sur la production conjointe de produits pharmaceutiques et d'appareils électroménagers, sur la base desquels les matières premières ou les pièces seront importées en Arménie. Les produits communs seront fabriqués en Arménie et exportés vers d'autres pays » a déclaré vendredi Reza Fatemi Amin.

Il avait déjà annoncé que la visite en Arménie visait à développer les échanges commerciaux bilatéraux via des investissements communs. *« Cette visite est axée sur l'approfondissement des liens entre l'Iran et l'Arménie via des investissements conjoints »* a déclaré Reza Fatemi-Amin à son arrivée dans la capitale arménienne, Erevan, jeudi.

Fatemi-Amin a également qualifié les rencontres avec les responsables arméniens comme étant efficaces, affirmant qu'elles faciliteraient le commerce bilatéral entre les deux pays voisins. *« Au cours de la visite de deux jours, nous avons eu des rencontres efficaces avec des responsables arméniens afin d'ouvrir la voie aux activités conjointes des entreprises iraniennes et arméniennes en matière de transit commercial, de marketing et de vente »*, a déclaré le ministre iranien de l'Industrie, du Commerce et des Mines.

Des dizaines de PDG d'entreprises privées iraniennes ont accompagné la délégation iranienne lors de sa visite en Arménie.

Selon Fatemi-Amin, l'Iran et l'Arménie ont également convenu de lancer des

projets d'infrastructure en Arménie. « *Lors des rencontres avec le ministre arménien de l'économie Vahan Kerobyan et le ministre de l'administration territoriale et de l'infrastructure Gnel Sanosyan et le vice-premier ministre arménien, nous avons conclu des accords préliminaires sur une série de questions telles que la construction de barrages et de routes par des entreprises iraniennes en Arménie* » a déclaré le ministre iranien de l'industrie, des mines et du commerce. « *Nous avons convenu de construire une route de transit pour compléter les projets d'infrastructure en Arménie à long terme. Les entreprises iraniennes participeront également aux appels d'offres correspondants* » a-t-il noté.

Dans sa déclaration, l'ambassade a rappelé que l'Iran a déjà annoncé sa volonté de coopérer avec l'Arménie dans la construction d'une nouvelle route de transport (route Kajaran-Sisian). Cette route de 64 kilomètres de long fait partie du couloir de transport Iran-Arménie-Géorgie, qui s'inscrit dans le cadre de la participation de l'Iran au lancement du couloir de transport Nord-Sud. Le corridor de transport international Nord-Sud est un réseau multimodal de 7 200 kilomètres de long composé de navires, de voies ferrées et de routes pour le transport de marchandises entre l'Iran, l'Inde, l'Afghanistan, l'Azerbaïdjan, la Russie, l'Arménie, l'Asie centrale et l'Europe. Il vise à stimuler la connectivité commerciale entre les États régionaux et ultra-régionaux.

Les responsables iraniens et arméniens ont également convenu de réduire les tarifs de transit dans le cadre de l'effort conjoint visant à stimuler le commerce bilatéral. « *En ce qui concerne le transit des marchandises, nous avons conclu deux accords à court et à long terme avec l'Arménie. Nous avons convenu de réduire les tarifs pour les camions de transit à court terme* » a déclaré Reza Fatemi-Amin. Armenpress.

10.Nouvelles d'Arménie Magazine

6 mars 2022

Cavusoglu rencontre Aliev à Bakou

Nous publions ci-dessous le compte rendu de la visite du ministre des Affaires étrangères turc à Bakou, telle qu'elle est relaté par le site officiel azerbaïdjanais Azertac. Le président de la République d'Azerbaïdjan, Ilham Aliyev, s'est entretenu le 5 mars avec le ministre des Affaires étrangères de la République de Turquie, Mevlut Cavusoglu.

Ayant salué le ministre turc des Affaires étrangères, le président Ilham Aliyev a déclaré :

Bienvenue, cher Mevlut Cavusoglu. Bienvenue dans votre patrie. Je suis heureux d'avoir l'occasion de vous revoir.

Bien sûr, nous échangerons aujourd'hui nos points de vue sur le développement futur des relations alliées turco-azerbaïdjanaises. Dans trois mois, nous célébrerons le premier anniversaire de la Déclaration de Choucha. C'est un document historique. En fait, les relations turco-azerbaïdjanaises ont toujours été au niveau de l'alliance, et elle est dans le cœur de nos peuples. Nous l'avons simplement confirmé à Choucha l'année dernière.

Aujourd'hui et dans les années à venir, les relations fraternelles turco-azerbaïdjanaises seront toujours d'une importance cruciale tant pour nos peuples que pour la région. Car nos relations revêtent une grande importance non seulement dans le format bilatéral, mais aussi pour la sécurité régionale. Par les efforts conjugués, la Turquie et l'Azerbaïdjan contribuent au développement futur de notre région, garantissant la sécurité et le bien-être de nos peuples. Nos relations sont si diverses qu'il faudra beaucoup de temps pour énumérer chacun des aspects de ces relations. Nous sommes littéralement des alliés et des frères, et il n'y a aucune relation au monde qui ressemble à la nôtre. Il n'y a pas d'autres pays au monde qui seraient plus attachés l'un à l'autre que la Turquie et l'Azerbaïdjan. C'est notre grande richesse, et nous la protégeons et la renforçons. Nous sommes prêts à toute situation et sommes toujours solidaires.

Donc, c'est un grand plaisir pour moi de vous voir aujourd'hui. Comme vous le savez, nous sommes en contact permanent avec le président Recep Tayyip Erdogan. Nous entretenons des contacts réguliers par téléphone, nous nous rencontrons et agissons ensemble. Bienvenue encore une fois.

Mevlut Cavusoglu : Monsieur le Président, tout d'abord, merci de nous recevoir. Je veux vous exprimer ma gratitude. Je voudrais transmettre les sincères salutations de votre frère, le président Erdogan, avec qui vous êtes toujours en contact. Quand je suis allé à Bruxelles il y a deux jours et quand je lui ai dit que j'en repartirais pour Bakou, il a dit : « De toute façon, nous nous entretenons régulièrement avec mon frère, mais transmettez-lui mes salutations ».

Monsieur le Président, c'était votre idée de préparer et de signer la Déclaration de Choucha. Mon frère Djeyhoun et moi avons travaillé là-dessus, et il y a environ un an, neuf mois avant, vous l'avez signé avec votre frère, le président Erdogan. L'approbation de ce document par les deux assemblées nationales il y a environ un mois, avec un décalage de deux jours, a encore renforcé la volonté que vous avez exprimée. Il était important que les représentants de notre peuple votent également pour. Nous avons coordonné le processus ensemble sur vos instructions.

La Déclaration de Choucha - en effet, nous sommes déjà des alliés naturels de toute façon - est bien digne d'une nation, de deux États. Monsieur le Président, nous ne l'avons officialisé qu'avec vos signatures. Nous travaillons dur avec nos frères pour mettre en œuvre les problèmes qui y sont reflétés. Non seulement les ministres des Affaires étrangères, mais aussi toutes nos organismes travaillent, car nous devons prendre des mesures concrètes. Comme vous l'avez dit, le renforcement des relations entre nous sera très utile non seulement pour renforcer les relations entre nos deux pays et nos deux peuples, mais aussi pour la stabilité et la paix dans la région. Pour cette raison, nous travaillerons dans des formats trilatéral et quadrilatéral pour veiller à ce que les questions contenues dans la Déclaration de Choucha soient reflétées dans nos relations avec les pays de la région.

Bien sûr, des processus importants sont en cours dans notre région, et ces processus ont des implications. De plus, il y a des projets importants que vous mettrez en œuvre, dont le corridor de Zenguezour. Je suis venu à Bakou aujourd'hui pour fournir des informations sur le travail que nous avons accompli sur toutes ces questions et pour évaluer les prochaines étapes que nous allons entreprendre ensemble.

Merci beaucoup de m'avoir réservé du temps. Merci encore, Monsieur le Président.

Le président Ilham Aliyev : Merci.

X X X

Le président azerbaïdjanais Ilham Aliyev a présenté sa gratitude pour les salutations de son homologue Recep Tayyip Erdogan et a demandé de lui transmettre les siennes.

11.Le Courrier d'Erevan

7 mars 2022

[Bakou condamne lourdement deux soldats arméniens \(courrier.am\)](#)

L'agence de presse azerbaïdjanaise Azernews rapporte la condamnation à 19 et 18 ans de prison de deux soldats arméniens, Ishkhan Sargsyan et Vladimir Rafaelyan, capturés le 27 mai 2021 dans la région de Kelbajar.

Dans son verdict du 5 mars, le conseil judiciaire de Bakou accuse les deux soldats d'avoir « effectué des travaux sur les routes minières traversant le village de Yukhary Ayrim » et les a inculpés pour « terrorisme, transport d'armes et franchissement illégal de la frontière de l'État d'Azerbaïdjan ».

Ils passeront neuf ans en prison avant un transfert vers une colonie de haute sécurité à régime strict pour y purger le reste de leur peine.

12.Le Figaro

7 mars 2022

[Ligue Europa Conférence : amende contre l'OM pour une banderole pro-Arménie face à Qarabag \(lefigaro.fr\)](#)

Ligue Europa Conférence : amende contre l'OM pour une banderole pro-Arménie face à Qarabag

L'Olympique de Marseille s'est vu infliger 44.250 dollars (40.690 euros) d'amende pour plusieurs incidents survenus le 17 février lors du barrage aller de Ligue Europa Conférence contre le club azerbaïdjanais de Qarabag, a annoncé lundi l'UEFA. Le club marseillais, qui s'est qualifié pour les 8e de finale de C4 en remportant cette double confrontation (3-1, 3-0), était visé depuis le 18 février par une enquête de la Commission de discipline de l'instance européenne, qui a finalement tranché le 2 mars.

L'OM devra notamment régler 20.000 dollars pour «messages provocateurs de nature politique, idéologique, religieuse ou insultante», en raison d'une banderole hostile à l'Azerbaïdjan déployée au stade Vélodrome, alors que Marseille abrite une importante diaspora arménienne. Selon des images diffusées sur les réseaux sociaux, on pouvait y lire en anglais «Qarabag is Armenia» («le Nagorny Karabakh, c'est l'Arménie»), quinze mois après la cuisante défaite militaire infligée par l'Azerbaïdjan à l'Arménie dans la région du Nagorny Karabakh.

32.000 euros d'amende pour le PSG

Le club de Qarabag, bien que basé dans la capitale Bakou, tire son nom de cette province autrefois azerbaïdjanaise mais peuplée à majorité d'Arméniens et passée sous le contrôle des autorités d'Erevan, après une première guerre dans les années 1990. Des heurts armés meurtriers ont lieu régulièrement à la frontière malgré l'instauration en novembre 2020 d'un cessez-le-feu qui a mis fin à une guerre de six semaines pour le contrôle de la région (6.500 morts). Par ailleurs, l'OM devra s'acquitter de 14.000 dollars d'amende pour « encombrement des zones de circulation du public » et de 10.250 dollars pour l'utilisation de fumigènes par ses supporters.

Dans la même série de décisions disciplinaires, l'UEFA a infligé 32.000 dollars (29.420 euros) d'amende au Paris SG pour l'usage de fumigènes et l'encombrement des zones de circulation du public lors de son huitième de finales aller de Ligue des champions face au Real Madrid (1-0), le 15 février.

1. Orient XXI

8 mars 2022

[Turquie. Violences contre les femmes, le grand pas en arrière du président Erdoğan \(orientxxi.info\)](https://orientxxi.info)

TURQUIE. VIOLENCES CONTRE LES FEMMES, LE GRAND PAS EN ARRIÈRE DU PRÉSIDENT ERDOGAN

Dans quelques jours, la Turquie célébrera tristement le premier anniversaire de sa décision de retrait de la Convention d'Istanbul, un traité international du Conseil de l'Europe sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique. La situation des femmes, elle, ne cesse de se dégrader.

Il y a bientôt un an, le 22 mars 2021, la Turquie annonçait son retrait de la Convention d'Istanbul, un traité international visant à prévenir et à lutter contre toutes les violences faites aux femmes et de « contribuer à éliminer toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et de promouvoir l'égalité réelle entre les femmes et les hommes, y compris par l'autonomisation des femmes ». Une décision qui a pris effet quelques mois plus tard, le 1er juillet. L'organisation Amnesty International rapporte qu'il s'agit de « la première fois qu'un membre du Conseil de l'Europe se retire d'une convention internationale relative aux droits humains »¹.

La situation des femmes en Turquie ne cesse de se dégrader. Sans surprise. Face au manque de volonté du gouvernement dans la lutte contre les violences domestiques, ce sont d'autres acteurs qui se mobilisent pour pallier le manque de moyens et améliorer les conditions de vie des femmes dans le pays. Et la décision de retrait du président Recep Tayyip Erdoğan laisse augurer de nombreux enjeux

juridiques qui s'ajoutent aux problèmes structurels.

« Tu dois rester dans la famille et obéir aux ordres »

Au fil des années, le nombre de féminicides augmente. Faute de statistiques officielles, le site Bianet, considéré comme une référence, recense en 2021 339 féminicides, contre 284 en 2020. Des chiffres deux fois plus élevés qu'en France et qui pourraient augmenter encore. « Les statistiques sont probablement sous-estimées, car les données sont basées par des médias qui relaient les cas de féminicide et qui en oublient », soupire Elif Ege, salariée au sein de Mor Çati, la première association féministe de Turquie. Pour cette activiste chargée de coordonner les programmes, le discours des politiciens contribue à cette augmentation : « Le problème c'est que le gouvernement veut résoudre les violences commises envers les femmes en préservant le schéma familial traditionnel. Les policiers et les juges essaient d'instaurer la paix dans le couple parce qu'ils pensent que le noyau familial est important. » En Turquie, cette idée conservatrice du genre domine ces dernières décennies.

« Tu dois rester dans la famille et obéir aux ordres. Ça, c'est la langue officielle du gouvernement », appuie Ipek Bozkurt, avocate et représentante des femmes, qui a dernièrement fait l'objet du documentaire *Dying to divorce*, nommé pour les Oscars³. « Le gouvernement déclare qu'il y a une tolérance zéro de leur part sur les violences commises envers les femmes, mais il n'en est rien ». Un gouvernement aux idéaux conservateurs, mais pas seulement. Le problème réside aussi dans le système judiciaire : « Ce n'est pas une question criminelle ordinaire. Face à cette violence systémique, les règles juridiques ne suffisent pas. Il faut que les tribunaux appréhendent les violences selon le sexe », poursuit-elle.

L'association Mor Çati relève aussi que les auteurs de violences sont de moins en moins sanctionnés par la justice. Mais selon l'avocate, le problème ne date pas d'aujourd'hui : « L'impunité existait déjà sous la Convention d'Istanbul. La justice pénale ne la prenait pas vraiment en compte. Elle est importante pour nous, en tant qu'avocats et en tant qu'association, pour appuyer notre argumentation ».

Quand la police traîne les pieds

Ce problème de l'impunité s'ajoute au manque d'attention des autorités à l'égard des femmes. Lorsqu'elles se décident à porter plainte, leur demande est souvent rejetée. « Les officiers de police avancent qu'ils n'ont pas la responsabilité de les

prendre en charge depuis que la Convention d'Istanbul a été retirée », développe Clémence Dumas, chef de projet avec le Haut-Commissariat aux réfugiés (UNHCR) pour les femmes réfugiées au sein de l'association Kadav (fondation de solidarité pour les femmes).

Économiquement, certaines femmes sont contraintes à vivre avec leur mari violent, elles n'ont nulle part où aller. Lorsqu'elles reviennent se plaindre à la police, on leur répond qu'elles vivent toujours dans la même maison et qu'il suffit d'accepter les choses. Les tribunaux familiaux fournissent des ordonnances de protection et d'injonction pour une période plus courte. Quand cette ordonnance expire, il faut de nouveau faire une demande. Ce qui rend les choses encore plus difficiles.

Le manque de preuves complique aussi l'accès aux mécanismes de protection.

Des foyers pour femmes victimes de violences ont été mis en place par les municipalités. Mais depuis le retrait de la convention, les conditions d'accès se sont durcies. Clémence Dumas de Kadav observe que « l'absence de pression internationale empêche d'assurer un accès efficace à ces refuges. » Les refus sont la plupart du temps décrétés sans raison valable, d'après les constatations de ses collègues sur le terrain : « l'absence de plainte auprès de la police, le manque de test pour la Covid-19, le nombre d'enfants trop élevé ou un garçon âgé de plus de douze ans ».

Sans compter le manque de places. « Les maisons de protection [refuges ou foyers] sont tellement surpeuplées. Les places sont chères, d'autant plus que toutes les municipalités ne possèdent pas de refuge », complète la juriste Ipek Bozkurt.

Une décision présidentielle illégitime

« Le retrait de la Convention d'Istanbul pose un véritable problème de légitimité démocratique », appuie Zeynep Pirim, professeure de droit international à l'université de Galatasaray. Pour comprendre ce qu'elle veut dire, il faut revenir quelques années en arrière. Tout commence en janvier 2017, lorsqu'un amendement constitutionnel transforme le régime parlementaire turc en « système présidentiel de gouvernement ». Le conseil des ministres et le poste de premier ministre sont abolis. Le président de la République devient le chef de l'État et concentre à lui seul les pouvoirs exécutif, judiciaire et législatif. Il

n'existe plus en Turquie aucune séparation de ces trois pouvoirs. La maîtresse de conférence précise que « le président peut dissoudre le Parlement sans justification, il possède tous les pouvoirs, et les décrets présidentiels sont des actes indépendants qui ont la même force juridique que les lois adoptées par le Parlement ». Le président détient notamment une très forte influence sur le pouvoir judiciaire : « Il désigne six des treize membres du Conseil des juges et des procureurs, dont le ministre de la justice et son sous-secrétaire ». Il nomme également douze des quinze membres du Conseil constitutionnel.

Cette profonde transformation du système a bouleversé notamment la manière de conclure un traité international ou d'y mettre fin. Sous le système parlementaire, un traité international nécessitait l'approbation du Parlement avant d'être ratifié et promulgué par le président de la République⁴. Lorsque les deux « piliers » ministériels ont été abolis en 2017, il a fallu redéployer les pouvoirs dont jouissait le conseil des ministres. Le décret présidentiel no. 9 adopté en 2018 a réglé radicalement la question. Son article 3 (paragraphe 1) dispose en effet que tous les pouvoirs conférés au conseil des ministres concernant la ratification des traités sont désormais transférés au président de la République. En d'autres termes, Recep Tayyip Erdogan décide par lui-même de son habilitation à ratifier un traité international sans pour autant assumer une responsabilité politique ni pénale. Un pouvoir qui n'avait pas sa place sous le système parlementaire. « Le conseil des ministres était politiquement responsable devant le Parlement, et le président qui ratifiait le traité n'était pas affilié par un parti politique donc impartial. Aujourd'hui il est uniquement soumis à l'autorité d'un leader politique », analyse Zeynep Pirim.

Les différentes Constitutions turques qui se sont succédé n'ont jamais réglé l'extinction, la suspension et la révision des traités internationaux. Sous le système parlementaire, la loi 244 habilitait le conseil des ministres à suspendre et à mettre fin aux traités internationaux par décret. Un pouvoir qui appartient désormais au chef de l'État. Et c'est en s'appuyant sur cet article 3 du décret présidentiel no. 9 que Recep Tayyip Erdogan a décidé, en mars 2021, de retirer la Turquie de la Convention d'Istanbul.

« La solution, c'est le retour au système parlementaire », suggère la professeure de droit international. Un enjeu de taille pour l'élection présidentielle qui se tiendra en juin 2023. Lundi 28 février, les leaders des six partis d'opposition ont signé un programme commun en vue d'abolir le régime présidentiel en place et

d'instaurer un parlementarisme renforcé. Une perspective qui serait une avancée pour la protection des femmes victimes de violences dans le pays. Reste encore à voir si l'élection présidentielle il y aura.

Cacophonie juridique

« Je pense que la décision de faire sortir la Turquie de la Convention d'Istanbul est invalide aux yeux de la loi », affirme cependant Zeynep Pirim. Plus de deux cents institutions (partis politiques d'opposition, association de barreaux, organisations diverses) se sont mobilisées pour demander au Conseil d'État d'annuler la décision de retrait. Le 28 juin 2021, cette demande a été rejetée — décision confirmée par la Cour d'appel en octobre 2021. « La décision sur le fond est toujours devant le Conseil d'État, mais il a refusé de suspendre la décision de l'exécution du retrait en attendant », précise l'internationaliste. À ses yeux, l'invalidité et l'inconstitutionnalité du retrait ne font aucun doute : « Le président a décidé seul de sortir de la Convention d'Istanbul sans consulter en amont le Parlement qui l'a pourtant approuvée en 2012, avance-t-elle comme premier argument. [Il existe aussi une usurpation du pouvoir législatif par l'exécutif. Selon la Constitution, les traités internationaux ont force de loi, et les lois ne peuvent être modifiées ou abrogées que par la Grande Assemblée nationale de Turquie [le Parlement] ».

Subsiste une incohérence juridique. En août 2012, le Parlement avait en effet adopté la loi (no. 6284) pour la protection de la famille et la prévention des violences faites aux femmes, qui transposait les dispositions de la Convention d'Istanbul dans le droit national. Or, cette loi est toujours en vigueur ; mais la sortie du traité n'est pas sans impact au plan diplomatique. Car le pays est désormais dépourvu d'obligations internationales auprès des trente-quatre autres pays signataires.

14.Libération

8 mars 2022

EN MOLDAVIE ET GÉORGIE, LE RISQUE D'UN SCENARIO UKRAINIEN

A l'instar de la Crimée, l'instauration par Moscou d'Etats «de facto», issus de régions autonomes à l'époque de l'URSS, est une tactique déjà éprouvée dans certains territoires de Moldavie, Géorgie et Azerbaïdjan, pointe Thomas Merle, chercheur en géographie politique. De quoi craindre la reproduction de l'invasion ukrainienne dans ces pays.

L'attaque de grande ampleur menée par la Russie en Ukraine n'est pas la première intervention armée que la Russie qualifie d'«opération de pacification». Depuis la chute de l'URSS, la Russie prend pour prétexte la présence de Russes pour intervenir dans les Etats issus des décombres de l'ex-URSS. Cet «étranger proche», que la doctrine stratégique russe considère comme une chasse gardée, comprend notamment plusieurs Etats non reconnus soutenus par la Russie, qui constituent autant de moyens de pression de la Russie pour empêcher une adhésion à l'Union européenne (UE) et surtout à l'Otan des Etats de l'ex-URSS.

En 1992, la XIVe armée soviétique, devenue XIVe armée russe, intervient à l'est de la Moldavie (pays situé entre la Roumanie et l'Ukraine) pour soutenir les séparatistes transnistriens. La région, plus industrialisée et peuplée de plus de 30% de Russes, avait fait sécession de la Moldavie suite à la dégradation du statut de la langue russe. Le leader de l'indépendance, l'ingénieur russe sibérien Igor Smirnov, est devenu, les deux décennies suivantes, le président de la Transnistrie.

Cette dernière constitue un Etat de facto ou Etat non reconnu. La Convention de Montevideo de 1933 a défini dans son article premier les conditions de l'Etat. La Transnistrie remplit de fait les trois premières conditions de l'Etat (disposer d'un territoire, d'une population et d'institutions) mais pas la dernière (avoir des relations avec les autres Etats), faute d'être reconnue. La naissance d'un Etat non reconnu découle en général de la victoire militaire de séparatistes, souvent aidés par un Etat protecteur, sans que la victoire politique, que serait leur reconnaissance, ne suive.

Depuis 1992, la Russie maintient environ 1 500 soldats, en partie au titre d'une

mission de paix de la Communauté des Etats indépendants, (la CEI, qui est une structure de coopération régionale associant la plupart des Etats de l'ex-URSS), afin de protéger la Transnistrie. Cette dernière a profité des quinze premières années de son existence pour développer ses institutions. Elle dispose de symboles nationaux, d'une Constitution, émet ses propres timbres et sa propre monnaie (le rouble transnistrien), prélève des taxes et impôts et a mis en place une sécurité sociale, un système de santé et d'éducation (avec ses propres manuels scolaires, son université d'Etat, etc.).

Eviter une trop forte balkanisation

Le scénario moldave s'est réitéré en Géorgie. Entre 1992 et 1993, deux régions du nord du pays prennent leur indépendance de fait. Il s'agit de l'Abkhazie, au nord-ouest de la Géorgie et de l'Ossétie du Sud au centre nord du pays. Les deux entités disposaient sous la période soviétique d'un statut d'autonomie au sein de la Géorgie, avec leur propre parlement, censé représenter les intérêts des Abkhazes (à peine 17% de la population de l'Abkhazie en 1989) et des Ossètes (66% de la population de la région en 1989).

Cependant, leur droit à la sécession n'a pas été reconnu par les Occidentaux, qui se sont appuyés sur la jurisprudence établie par la commission Badinter pour la Yougoslavie : au sein d'un Etat fédéral (la Yougoslavie, l'URSS), seules les entités directement fédérées (Serbie, Croatie par exemple en Yougoslavie, Azerbaïdjan, Ukraine en URSS) peuvent prendre leur indépendance. Ce principe, qui visait à éviter une trop forte balkanisation, interdisait donc aux entités autonomes de rang inférieur (la Tchétchénie au sein de la Russie qui faisait elle-même partie de l'URSS, l'Ossétie du Sud au sein de la Géorgie qui fait elle-même partie de l'URSS) de faire sécession.

Une force de paix de la CEI fut mise en place immédiatement dans chacun des deux cas. Mais le soutien russe aux séparatistes fut limité jusqu'au début des années 2000. Il se renforça sous Vladimir Poutine, culminant avec une aide militaire directe en août 2008 aux séparatistes, alors que la Géorgie tentait de prendre le contrôle par la force de l'Ossétie du Sud. Arguant de Russes tués par les Géorgiens, la Russie est intervenue et a défait la Géorgie, puis a reconnu l'Abkhazie et l'Ossétie du Sud comme Etats, signant des traités économiques et militaires avec ces deux entités, contiguës à la Fédération de Russie.

L'absence de réaction occidentale

En 2014, la Russie intervient militairement en Crimée , région d'Ukraine qui disposait sous l'URSS d'un statut d'autonomie au sein de l'Ukraine. Peuplée majoritairement de Russes, la région a brièvement constitué un Etat non reconnu, entre sa déclaration d'indépendance et le vote de son rattachement à la Russie ; elle est devenue en droit russe une région du pays. En revanche, la même année, la Russie a appuyé, sans les annexer, les séparatistes d'Ukraine de l'Est, dans le Donbass, autour de Donetsk et Lougansk.

Forts de ce soutien, et comme l'Abkhazie, l'Ossétie du Sud et la Transnistrie avant eux, les séparatistes construisent les institutions d'un Etat non reconnu depuis 2014. En novembre 2020, la Russie intervient pour protéger le Haut-Karabakh , peuplé d'Arméniens et ex-région autonome au sein de l'Azerbaïdjan. Il avait fait sécession en 1994, mais l'Azerbaïdjan était en train de le reprendre militairement à l'automne 2020. La Russie a profité de l'occasion pour mettre en place une force de paix sur place, de manière conjointe avec la Turquie.

Surtout, elle a pu mesurer l'absence de réaction occidentale face à ce conflit, en dépit du poids de la diaspora arménienne en Occident. C'est dans ce contexte qu'elle attaque quinze mois plus tard l'Ukraine. Si une prise de contrôle totale de l'Ukraine, ou l'installation d'un Etat fantoche, ferait disparaître l'Ukraine de l'Est comme Etat de facto, se poserait alors la question de la Moldavie (dont les séparatistes transnistriens sont voisins de l'Ukraine et seront donc désormais contigus des forces russes) et de la Géorgie, qui craignent la réitération du scénario ukrainien dans leur cas. Les Etats de facto sont peut-être le prélude, à chaque fois, à une opération militaire de plus grande ampleur sur l'ensemble du pays.